

Chanoine Lionel Groulx

Rôle d'une

Société

Nationale

en l'an 1958

imprimatur

Mgr J.-C. CHAUMONT
évêque auxiliaire de Montréal
Montréal, 31 octobre 1958

FC
2924,9
N3G762
1958

*Texte d'une conférence prononcée au banquet de clôture
du congrès annuel de la Société Saint-Jean-Baptiste
du diocèse de Valleyfield, à Saint-Timothée
le 19 octobre 1958.*

Chanoine Lionel Groulx

Rôle d'une
Société
Nationale
en l'an 1958

M. le président,

Mesdames, messieurs et chers amis, .

Je l'ai écrit à votre président : "Je ne suis plus qu'un vieil homme qui ne sait que se répéter." Vous n'entendrez donc de ma bouche que de très vieilles choses, une bien vieille chanson. Mais ces vieilles choses me paraissent aujourd'hui tellement oubliées, qu'à vous les rappeler j'aurai l'air, sinon la conscience, de faire oeuvre très originale. En termes plus précis, je voudrais vous exposer quelques-unes des normes ou idées fondamentales qui doivent inspirer, régler votre action, l'action d'une société nationale : les principes, oserai-je dire, qui justifient votre raison d'être.

— I —

Vous prétendez défendre, faire s'épanouir quoi ? Deux entités : une patrie, une nationalité. Qu'est-ce à dire ?

Une patrie, une terre ? Pas rien qu'une terre, mais une terre en liaison intime, historique, avec un groupe humain. Liaison qui pourrait rappeler, à certains égards, celle du corps et de l'âme.

Un groupe humain, une nationalité ? Pas rien qu'un groupe humain, mais en liaison étroite avec sa terre, façonné jusqu'en ses traits physiques et moraux, par cette terre, mais l'ayant, à son tour, façonnée, modelée un peu comme le sculpteur modèle l'argile qui, entre ses mains, prendra forme humaine.

Patrie, nationalité. Ni l'une ni l'autre, ainsi que vous le voyez, ne sauraient être conçues comme de simples abstractions. Vérités primordiales dont il importe de vous persuader et de persuader vos compatriotes. La patrie, la nation, ne sont rien, indépendamment des hommes qui habitent la première et qui composent la seconde. Lorsque vous demandez à quelqu'un des vôtres, à notre peuple, de se dévouer pour leur pays, leur culture, leur nationalité, vous ne leur demandez pas de payer un peu d'eux-mêmes, pour de vagues conceptions de l'esprit, des mythes vaporeux, encore moins pour quelque chose qui nous serait étranger. Vous leur demandez de se dévouer pour eux-mêmes, pour leur propre bien, pour leur propre épanouissement ou progrès. Tout mal fait à la patrie ou à la nation, c'est un mal fait à chacun de nous, mal qui ne tarde pas à nous atteindre; et de même pour tout bien ou tout service rendu.

Voilà comme il faut entendre le civisme ou le patriotisme.

Nationalité, patrie ! Quelles sont-elles pour nous ? A défaut de l'évidence, une voix, un maître peut répondre : l'histoire. Nos ancêtres ont abordé, il y a trois cents ans, ni en Patagonie, ni au Mexique, ni au pôle nord, mais sur un point, une zone bien déterminés de l'Amérique septentrionale et que je n'ai nul besoin de vous indiquer. C'est ici, sur le Saint-Laurent surtout, qu'une race, la nôtre, a pris racine. C'est cette terre, nulle autre, qu'elle a épousée. Peut-être aujourd'hui quelques-uns préféreraient-ils une autre terre, sous des cieux plus bleus, plus souriants. Qu'y peuvent-ils ? Qu'y pouvons-nous ? On ne change pas l'histoire. Dans cet immense pays que fut, pendant près d'un siècle, l'empire français d'Amérique, une portion est devenue plus spécifiquement *nôtre*, plus spécifiquement *patrie*, parce que nos liens sont plus intimes, plus forts avec elle. Pendant trois siècles et demi nous nous y sommes cramponnés; région par région, nous l'avons conquise sur la forêt, parfois sur le conquérant; depuis plus de trois cents ans, cette terre aura été l'habitat d'une dizaine de générations de Canadiens français qui y ont planté leurs foyers, leurs institutions, leurs traditions, leurs clochers, leur foi : tout ce qui constitue une nationalité.

Et voilà que, pour nous attacher davantage à cette terre, lui donner le doux, le bien-aimé visage de la patrie, voilà que, dans l'évolution de l'histoire, le Québec, par volonté expresse des ancêtres, est devenu un Etat souverain, un pays ayant personnalité géographique, politique, juridique bien à soi. Un Etat, pour tout dire, qui possède les organes essentiels de l'Etat moderne, qui est l'unique possesseur de son territoire, qui, plus que l'Etat central, et avant lui, était le maître de sa constitution, la pouvait et peut encore la modifier à son gré, sous la seule restriction de ne point supprimer la fonction de lieutenant-gouverneur. Un Etat enfin, aussi indépendant en sa sphère que peut l'être l'Etat central dans la sienne; qui ne tient pas ses pouvoirs, ainsi que le pensent trop de naïfs, de cet Etat central, mais qui les tient de la constitution canadienne, laquelle est tout autant la charte des provinces que celle de l'Etat qui siège à Ottawa. "Le pouvoir central, a dit Ernest Lapointe, un jour de débat au Communes, est l'enfant des provinces; il n'en est pas le père."

Et pourquoi encore ce pays du Québec est-il la vraie, la première patrie des Canadiens français, celle à qui doit aller notre plus stricte, notre plus haute allégeance ?

Ressaisissons la réalité *Nation*. Qui dit *nation* n'entend pas n'exprimer qu'une agglomération humaine. Trois millions, cinq millions d'hommes, enfermés, par le hasard d'une guerre — simple hypothèse — en un vaste camp d'internement, ne consti-

tuent aucunement une nation. Nation veut dire une fraternité humaine façonnée, avec le temps, par une terre, une histoire, et surtout une "culture". Notion encore malaisée à définir que cette notion de "culture", que l'on devine, que l'on comprend mieux qu'on ne la saisit objectivement. Notion, qui, en tout cas et à coup sûr, sous-entend un ensemble d'institutions et de conditions politiques, juridiques, économiques, sociales, intellectuelles, morales, religieuses, qui ont à la longue modelé, différencié un groupe humain, lui ont fait, parmi les peuples, une âme, un visage original, lui ont constitué un patrimoine spirituel distinct. Et précisément, à cause de ce modelage et de ce patrimoine, voici surgir entre des hommes, la conscience d'une parenté, d'un destin commun à réaliser, et pour la réalisation de ce destin, et pour la sauvegarde des biens de civilisation acquis au cours du temps, voici apparaître aussi en ce groupe humain, la conscience, l'acceptation résolue d'une responsabilité collective et d'une volonté de subsister. Une nation est née.

Réunissons-nous ces éléments de la nation ? Question oiseuse, aurait-on dit, il y a trente ans, vingt ans. Question opportune, vitale, aujourd'hui qu'une génération met tout en doute, fait bon marché de tout le passé et de notions et de réalités tenues hier pour sacrées. Aux gens de mon temps, assez pauvres d'esprit, il est vrai, il paraissait à peu près évident que nous n'étions ni de nationalité anglaise, ni irlandaise, ni allemande, ni espagnole, ni italienne, ni même de nationalité anonyme. Si l'histoire et l'opinion publique comptent encore pour quelque chose, il est assez généralement reconnu que nous sommes de nationalité canadienne-française. Issus de France au début, mais rameau de France poussé en terre canadienne, dans l'atmosphère canadienne, nationalisée dans le milieu Nouvelle-France, puis dans le milieu Canada français. Tels nous sommes, pour ceux qui s'inclinent encore devant l'évidence. Et si telle est l'évidence que pouvons-nous là-contre encore une fois, contre ces faits, ces réalités ? Nos jeunes internationalistes admettront au moins ce fait que les hommes, tous les hommes, vivent encore en patries et en nations et que, selon toute apparence, ils s'en trouvent bien, et ne paraissent nullement près de changer ce mode de vie. Et je suis de ceux qui ne croient pas que les Canadiens français en doivent changer. Nous ne pouvons être que ce que nous sommes. Nous sommes situés, *fixés*, comme on dit aujourd'hui. Et la raison en est que ces valeurs humaines, historiques, culturelles, que nous énumérons tout à l'heure, nous sont en quelque sorte incorporées; elles font partie intégrante de notre être, de notre personnalité; nous ne pouvons les arracher de notre être. En changer ? Autant changer d'âme. Français et catholiques, nous recevons nos valeurs spirituelles de deux hautes sources : en premier lieu de l'une des plus riches cultures de l'humanité, puis de la foi, ce vitalisme divin de l'Eglise

qui peut élever l'homme jusqu'à le diviniser. Mais alors, au nom de quel intérêt suprême, je vous le demande, choisirions-nous d'être d'une autre nation ? Rien ne nous justifierait d'en changer, pas même en cette Amérique du Nord où, pour notre perfectionnement humain, nous chercherions en vain supériorité ou même égalité de valeurs culturelles; pas davantage, en ce pays du Canada, où les plus intelligents de nos compatriotes anglo-saxons tiennent nos ressources culturelles aussi valables que les leurs; pas même en ce Canada, dis-je, où notre façon d'être, je devrais dire notre façon d'âme, nous sont garanties par des textes, un droit positif intangible, droit qui, pour être gardé, en dépit de forces adverses ou hostiles, n'exige de notre part, qu'un peu de courage, un peu de ces choses qui s'appellent le respect de soi-même, le sens de la dignité. Avouons donc, au surplus, que l'appartenance à sa patrie, la fidélité à sa culture, ce sont là, pour le commun des hommes, des engagements sacrés dont on ne se libère que par une monstrueuse perversion du coeur et de l'esprit : perversion qui s'appelle en bon français : reniement, trahison.

Renier dont vous ne voulez, Messieurs, ni pour vous-mêmes, ni pour notre peuple. Et voilà qui vous rappelle la raison d'être de votre société et voilà qui vous assigne votre tâche.

— IV —

Cette tâche, comment vous en acquitter ? Des problèmes existent, capitaux, essentiels, auxquels ne saurait se dérober, dans notre monde moderne, un peuple qui veut vivre une vie organique, une vie pleine, vigoureuse. Ces problèmes, repassons-les rapidement.

En tête, j'inscris le problème politique. En tête, eh oui, pour l'importance de la fonction. En somme, dans un pays, c'est l'organe politique qui assume la sauvegarde et la promotion du bien commun, c'est-à-dire, du bien de la collectivité, et par conséquent, du bien de chacun de nous. Puissant organe de coordination, rien ne saurait remplacer l'institution gouvernementale; c'est elle qui rallie les énergies éparses, facilement anarchiques laissées à elles-mêmes; c'est elle qui ordonne, dans une synthèse vigoureuse, équilibrée, l'activité multiple d'un pays, d'un peuple, toutes leurs fonctions vitales. Tâche si haute, aux retentissements si considérables, qu'elle implique le devoir, pour tout bon citoyen et pour les sociétés nationales qui ne s'intitulent point "nationales" pour la forme ou pour rien, d'empêcher, par les moyens qui leur sont propres, la puissance politique de déroger à ses fins. Dans les anciennes monarchies, et même en quelques contemporaines, trop souvent l'on sacrifiait et l'on sacrifie l'intérêt public aux fantaisies du souverain. Les

démocraties modernes ont besoin d'être protégées contre leurs malheureuses tendances à sacrifier les intérêts nationaux à des partis ou à des coteries de profiteurs. Sur elles on sait, en particulier, la toute-puissante et néfaste influence des puissances financières : puissances occultes derrière le trône, comme on dit en style britannique. Puissances d'autant plus à surveiller chez les peuples conquis comme le nôtre où les oligarchies d'argent, pour la plupart étrangères à la collectivité, ne se croient pas obligées plus qu'il ne faut au service de l'idéal national. Il appartient à des sociétés telles que la vôtre, par l'éducation et parfois par des cures ou cliniques opportunes de l'opinion publique, de protéger les démocraties, dans leur intérêt même, contre leur propre perversion.

Un problème politique, je ne vous l'apprends point, nous tient particulièrement à la gorge. Canadiens français nous sommes plus que personne, presque seuls responsables de l'établissement au Canada, du système fédératif. Ce système, nous l'avons voulu et nous l'avons imposé parce qu'à nul autre qu'à nous-mêmes, il ne nous plaisait de confier la garde de nos intérêts vitaux, la promotion de notre bien commun de collectivité canadienne-française et catholique. A tout prendre, acte d'élémentaire prudence et d'élémentaire dignité. Principe constitutionnel que nous ne pouvons pas ne pas tenir pour intangible, à moins de nous résigner à l'indigne condition d'un peuple en tutelle. La fonction politique — on sait l'axiome — n'est rien sans les moyens de l'exercer. Donc rien ne saurait prévaloir contre la souveraineté du Québec, opérant dans la sphère de sa constitution. Nulle entrave de la part d'Ottawa, que ce soit accaparement de subsides ou autres moyens détournés, nulle forme de fédéralisme qui, de façon directe ou indirecte, ouverte ou masquée, aboutirait à contrarier ou à limiter la souveraineté de notre province dans la promotion du bien commun de ses ressortissants, nul de ces travestissements politiques ne nous peut être acceptable. Le bien commun des provinces, je le répète, n'a pas été laissé à la discrétion du gouvernement central. Et celui-ci n'a nul droit d'usurper la fonction politique des provinces, même sous prétexte de s'en mieux acquitter que les gouvernements provinciaux. Point capital sur lequel les sociétés nationales se doivent de tenir l'opinion en éveil. Car chez nous, sur ce point, je ne vois de possible que deux partis : le parti de l'intransigeance ou le parti d'un second traité de Paris.

Autre problème d'une importance non moindre et autre évidence à nous bien mettre dans l'esprit : l'autonomie politique n'est qu'une duperie sans l'autonomie économique. Un gouvernement qui veut gouverner au beau et plein sens du mot, doit être libre de ses mouvements, libre de toute pression indue d'intérêts particuliers, libre de toute oligarchie quelle qu'elle soit, indus-

trielle, financière ou autre. Vous apercevez de là quels périls guettent les peuples qui ne sont pas maîtres des grandes sources de leur richesse. S'il est nécessaire, pour le Québec, de se dégager des prises du gouvernement central, ce vieux relent de colonialisme, il est aussi nécessaire de se déprenre d'un certain colonialisme économique. Un jour que je demandais à un Français intelligent, grand économiste, son impression sur nos chances de vivre, il me répondit : "Vous donnez le spectacle d'un peuple qui mange son capital." Dites plutôt, ai-je corrigé : "qui laisse manger son capital". Une forêt exploitée à coupes réglées, peut se renouveler après cinquante ans; nos eaux motrices ou notre houille blanche dureront aussi longtemps qu'on n'en aura pas tari les sources; en revanche nos mines s'épuisent à mesure qu'on les exploite; des gouffres se creusent qui ne se rempliront jamais et qui témoigneront, si nous n'y prenons garde, de la profondeur de notre bêtise.

Car enfin, il y a plus de cinquante ans que les esprits éclairés se posent la question : le peuple de cette province profite-t-il, comme il conviendrait, de richesses naturelles qui, après tout, sont les siennes ? Eh, sans doute, un peuple jeune, relativement pauvre, a besoin de la technique et du capital étrangers. Ce contre quoi je m'insurge, c'est la tendance à nous représenter ou à se donner l'air de nous représenter ce régime d'exploitation, non comme chose temporaire, mais comme régime permanent, perpétuel. Pas plus que le colonialisme politique, le colonialisme économique n'est fait pour durer. Tout peuple — nous aurions besoin de nous en ressouvenir — détient le droit inaliénable d'aspirer à devenir maître chez soi, maître de tout son héritage et à jouir un jour de l'autonomie économique tout autant que de l'autonomie politique, par cela que les deux autonomies sont interdépendantes.

Sans doute, est-ce le droit du capital étranger de percevoir une juste rémunération de ses investissements. Mais son droit s'arrête là. Les richesses naturelles d'un pays n'existent pas que pour enrichir une poignée d'étrangers, pas même une poignée de nationaux. Il s'ensuit que le capitalisme étranger n'a pas le droit d'empêcher l'établissement sur place d'usines d'exploitation, parce qu'il estimerait plus rémunérateur d'exporter les matières brutes et de fournir du travail à la main-d'oeuvre de son pays d'origine. Pas davantage n'a-t-il le droit, par favoritisme envers les siens, d'empêcher un peuple de se donner ses propres techniciens, ses propres ingénieurs, ses propres chefs d'entreprises, moyens indispensables de son autonomie économique.

D'aucuns, plus ou moins sceptiques sur notre émancipation, nous disent parfois : "En quoi le sort de notre petit peuple, de nos ouvriers, serait-il amélioré par cela que l'on substituerait des patrons canadiens-français à des patrons américains ou au-

tres ? ” C’est à voir. Une chose est certaine toutefois : nous ne serions pas qu’une masse uniforme de manoeuvres. L’exemple de l’Hydro-Québec l’a démontré : nous aurions plus de techniciens, plus d’ingénieurs, plus de chefs d’entreprise. Et nous aurions chance que des capitaux amassés par des nôtres servent notre collectivité, restent chez nous au lieu d’émigrer à l’étranger. Plus riches, nous pourrions pourvoir, de façon plus efficace, au soutien de nos grandes institutions : hôpitaux, collèges, universités. Plus riches, nous serions moins tentés par les cadeaux d’Ottawa. Moins dépendant de l’étranger, moins colonial, notre peuple aurait plus confiance en soi, en sa culture.

Mes chers amis, ne vous étonnez pas que le prêtre que je suis ait accordé place si considérable, en ses écrits, en ses discours, au problème économique au Canada français. C’est qu’en tous les domaines : politique, économique, social, culturel, moral et même religieux, l’histoire m’en a fait apercevoir, il y a longtemps, les effroyables rebondissements.

— V —

Le temps dont je ne veux pas abuser, et je l’avoue aussi, les forces me manquent pour aborder nos autres problèmes. Et pourtant que de choses il y aurait à dire des problèmes social, culturel, moral, religieux : la désolante désintégration de la famille, dans les milieux urbains, gangrène qui n’épargne point les milieux ruraux; l’état d’esprit de nos classes ouvrières, tentées de se livrer de nouveau au colonialisme social, vieux carcan dont le syndicalisme catholique et national avait pourtant essayé de les délivrer; la tendance des mêmes classes et de quelques autres à ne régler leurs problèmes intérieurs qu’avec le souci de leurs intérêts de classes, sans trop tenir compte des intérêts majeurs de la nationalité. Et le problème culturel : le progrès indéniable de l’enseignement, le recul, à ce qu’il semble, de l’éducation; le sort de nos universités, de tout cet enseignement supérieur par quoi un peuple accomplit ses ascensions intellectuelles et par quoi il vivifie tout son enseignement inférieur; les attitudes de notre “intelligentsia”. Où s’en va-t-elle ? Notre art, notre littérature seraient-ils, comme Romain Rolland le faisait dire jadis à son *Jean Christophe* : “un art sans peuple” ? C’est cependant la mission des élites, des fortes individualités, d’enrichir l’acquis traditionnel. La culture française, la grande, la superbement humanisante, reste toujours à notre portée. Encore faut-il que le récipient soit ouvert et n’accueille pas les poisons aussi indifféremment que les eaux vives. On loue les artistes, les écrivains qui se “libèrent”. Qui se libèrent de quoi ? S’il est vrai qu’on ne crée bien qu’avec tout soi-même, toute son individualité, toute sa personnalité, j’estime qu’il n’est ni sain, ni profitable ni pour l’artiste, ni pour l’écrivain, ni pour un art, ni pour une lit-

térature, de se libérer de sa foi, de son pays, de son temps, ni surtout de soi-même. Sous prétexte de tendre à l'universel, faut-il courir le risque de n'atteindre qu'à l'impersonnel ?

Et le problème moral. Qui ne s'inquiéterait des façons de vivre de notre jeunesse qui, au dire d'excellents enquêteurs, ne travaillerait plus, dans une proportion de 80 à 90 pour cent, non pour se marier, fonder un foyer, mais pour s'amuser, s'accorder toutes les frivolités ? Qui ne s'inquiéterait tout autant de cet esprit de banditisme, de ces moeurs de gangsters où se laissent entraîner même nos adolescents ? Signaux troublants. A quoi nous servirait de travailler à la survivance d'un peuple décrépit avant l'âge ? Et croyez-vous que la Providence multipliera les miracles pour sauver une nation qui aurait tourné le dos à sa dignité et à sa vocation de fille de l'Eglise ? Car je ne partage pas cette hérésie qui veut qu'un peuple chrétien n'ait pas de mission.

Et notre catholicisme que vaut-il ? Inspire-t-il, imprègne-t-il, comme il conviendrait, comme il le mériterait, nos vies individuelles et surtout notre vie publique ? Quand il s'agit pour nous d'une formule de réforme sociale, politique, ou même artistique ou littéraire, au lieu d'emprunter toujours à l'étranger les plus vieillottes ou les plus discutables de ses théories, nous arrive-t-il d'interroger loyalement notre foi, notre doctrine de vie ? Les croyons-nous encore d'actualité, d'efficacité pratique ? Combien ont retenu et compris ces magnifiques paroles qu'il y a un an à peine, le Pape défunt adressait au président Coty de France en visite au Vatican :

Que la doctrine du Christ, qui est pour les Nations source intarissable de lumière, de civilisation et d'amour, resplendisse et brille de toute part sur votre douce et grande Patrie, et lui apporte, à la vue des glorieux exemples du passé et des clairs besoins du présent, un regain de vie et d'ardeur en vue des conquêtes pacifiques les plus hautes, pour le bien-être et le vrai progrès de tout le genre humain.

— VI —

Mesdames, messieurs et chers amis,

J'ai essayé de vous indiquer, de vous décrire votre champ d'action. Ai-je besoin d'ajouter qu'il y a là pour vous tâche urgente ?

Où s'en va notre peuple, notre pauvre petit peuple ? Lui aurait-on par trop rapetissé son histoire, la réduisant à une funèbre collection de mythes ? Lui aurait-on par trop crié sa misère, son insignifiance, son impuissance ? Lui aurait-on coupé

sous les pieds l'indispensable tremplin d'où un peuple s'élance à de nouveaux bords ? Les pessimistes, et Dieu sait si nous en avons, l'auraient-ils enfin persuadé que, pour lui, vivre, survivre, équivaldrait à perpétuer une incurable médiocrité ? D'un mot, lui aurait-on ravi cette foi en un minimum de culture et de civilisation par quoi un groupe humain garde, devant le monde, le droit de survivre ? En tout cas, observez ce peuple, et je dis bien : le nôtre. Observez ses allures, son infantilisme politique, sa résignation à la servitude économique, résignation morne, quand, sous ses yeux, de petits peuples qu'on lui dit sous-évolués, petits peuples du Proche-Orient, petits peuples nègres, vont jusqu'à la révolution, ou seraient prêts à ce risque, pour libérer leur territoire de l'exploitation étrangère. Regardez le peu de cas que notre peuple à nous fait de sa langue, le maquillage qu'il inflige au visage de son pays, ses étranges allures en ses réformes d'enseignement . . . Hélas, comment ne pas discerner là tous les symptômes d'un peuple qui manque de boussole intérieure, qui a perdu foi en son destin ?

Et les jeunes générations ? De bons observateurs me le disent encore : la jeunesse, en son ensemble, à l'exception de quelques petits groupes, les jeunes maîtres de cette jeunesse, en trop grand nombre, au degré primaire, secondaire, supérieur, et ce qui est plus grave, m'assure-t-on encore et de haute source, une portion notable du jeune clergé, tout ce monde qui se dit à la page, ne s'intéresse plus aux problèmes nationaux, ne croit plus à notre survivance française ou s'en bat supérieurement l'oeil.

La cause d'un si déplorable état de choses ? Indéniablement, depuis trop longtemps, l'on a galvaudé chez nous la notion de nationalisme. Que la notion la plus saine en fût discréditée, dévaluée, c'était l'inévitable. Le nôtre n'a pas échappé au mauvais sort. Pauvre nationalisme ! Quand je songe que le plus bénin, le moins malin, le moins léonin des nationalismes, le plus stagnant, le plus conciliant, le plus branlant, le plus pacifique, le plus apathique, le plus léthargique, quand je songe, dis-je, que ce nationalisme, le nôtre, sans même se donner la peine de l'exorciser, s'il y avait lieu, on l'a d'abord déformé de son mieux, puis on l'a chassé comme un pestiféré, de la cité et même du vocabulaire, pour y substituer les expressions moins effarouchantes de "civisme" et de "patriotisme". Et qui voudra me dire ce qu'y ont gagné et "patriotisme" et "civisme" ? Car j'ai vu, en effet, qu'à Chicoutimi récemment, l'ACELF a tenu un congrès pour déplorer la dégradation du patriotisme chez nous, et qu'à la dernière Semaine sociale du Canada, le rédacteur en chef de l'*Action catholique* a dénoncé un manque trop généralisé de civisme parmi les catholiques du Québec.

Oserai-je vous décrire ce qui s'est passé plus particulièrement dans les milieux de jeunesse ? L'on m'accordera, je l'es-

père, sans trop de difficulté, que je ne suis ni ne puis être hostile à l'action catholique. Au témoignage de l'un de nos chefs religieux, et non le moindre, le premier en cette province et dès 1901, à quelques milles d'ici, au Collège de Valleyfield, j'aurais fondé et mis en train un groupe d'action catholique. Mais il est arrivé, hélas, qu'à l'aide d'une formule malheureuse, — de moins charitables disent idiotie — d'action catholique, formule adoptée, propagée par trop d'aumôniers, il est arrivé, dis-je, que sous prétexte de faire pratiquer à la jeunesse un catholicisme épuré, on lui a présenté un catholicisme libéré du temporel et du terrestre, quand l'on n'allait pas jusqu'à dire "désinfecté de l'impureté du nationalisme". Tout comme si l'Église avait excommunié les patries et les nations et aboli les devoirs envers elles. Je n'ai jamais cru à l'angélisme comme méthode d'éducation. Le résultat, aussi bien, dans notre jeunesse, aura été qu'on n'a su former ni des hommes, ni des citoyens, ni des Canadiens français, ni même des catholiques. Mais l'on a jeté, dans la vie, depuis deux générations écolières, la plus dangereuse espèce d'hommes qui soient : des déracinés. Et voilà qui pourrait expliquer ce qui apparaît d'étrange, de trouble, voire d'un peu anarchique, dans l'esprit et dans les démarches de trop de nos jeunes intellectuels et de bien d'autres.

Propos pénibles que ceux-là. Je ne vous le tiens pas, veuillez le croire, sans peine, ni sans y avoir beaucoup réfléchi. Je les prononce pour soulager ma conscience, trop heureux si mon humble parole gardait encore sur les miens quelque prise, si infime soit-elle, et prenait valeur d'avertissement. Ça aura été peut-être la tâche ingrate de ma vie, pour m'exprimer à la façon de Péguy, de "dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, de dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste".

Mais après cela, ai-je tort, Messieurs, de vous parler de redressement urgent ? Un peuple qui veut vivre doit faire autre chose que ne pas mourir. Les forces de résistance d'une culture, d'une civilisation ne sont nulle part illimitées. Il est des pentes fatales sur lesquelles un peuple ne saurait témérairement se laisser engager, avec le fol espoir de les remonter, comme en un sport de glissoire.

Que faire et par où commencer, me direz-vous ? Je vous en ai prévenus dès le début : ce n'était pas l'objet de ce discours. Je vous dirai néanmoins : commencez et travaillez sur tous les terrains. La vie d'une collectivité humaine est une synthèse vitale, un tout organique. Entre les problèmes, il y a constante interdépendance, même si parfois il faut mettre l'accent, porter l'effort sur un plus que sur les autres. Mettez-vous à l'oeuvre et n'ayez crainte. Penser aux siens avant de penser aux autres,

s'occuper d'abord de son petit pays, de ses problèmes, de sa vie, de son avenir, ce n'est pas s'isoler dans le monde, rétrécir ses horizons, s'installer dans un nationalisme ratatiné, moisi; c'est à la façon des vivants et des gens de sens commun, s'installer dans l'ordre rationnel des choses, dans la robuste réalité. S'il est entendu que nous devons apporter au Canada notre part de collaboration, ce n'est pas, j'imagine, en ne lui offrant que la contribution d'un peuple moribond, ni chair ni poisson, descendu au dernier degré de l'anonymat et de l'insignifiance. L'interdépendance des peuples, dans notre époque planétaire, n'en déplaît à nos jeunes internationalistes qui prennent la naïveté pour du génie, ne signifie pas leur nivellement sous les mêmes normes, une culture uniforme et mondiale, encore à venir et vraisemblablement chimérique. Voyons-y plutôt et plus intelligemment la conscience de responsabilités mutuelles entre continents et nations, une généreuse coopération où chacun apportera à la grande communauté, non pas l'uniforme contribution, mais quelque chose de neuf, d'original.

Mettez-vous à l'oeuvre. Animez-vous de cette pensée que nous n'avons pas à défendre et à sauver — et c'est là notre magnifique tâche — uniquement un peuple français, mais un petit peuple catholique, le seul, en Amérique du Nord, ai-je encore dit tant de fois, capable de créer une civilisation selon les normes les plus orthodoxes et qui pourrait rendre à l'Eglise un superbe témoignage. Et souvenez-vous : les réveils de peuple, les réformes opportunes, rédemptrices, ne viennent jamais ou rarement d'où l'on aurait pu et d'où l'on aurait dû les attendre. Elles viennent d'un homme, de quelques hommes, de ces esprits vigoureux, clairvoyants, qui devançant leur temps; elles viennent surtout de minorités agissantes qui, au moment opportun, savent s'emparer de quelques idées-forces, levains irrésistibles qui soulèvent les masses. Les idées marchent, ai-je dit bien des fois, à condition qu'on les porte. Faites-vous porteurs, chez nous, des idées de survivance, de libération, de restauration, de vie où il y aura plus de grandeur, plus de liberté, plus de dignité, plus de beauté. Portez-les, ces idées, non pas à mi-chemin, comme tant d'autres l'ont fait. Portez-les jusqu'où savent porter le bon grain des hommes de foi. Et portez-les jusqu'au jour où, enfin sortis de nos velléités, de notre infantilisme, de nos misères, nous prendrons l'âme et le visage des peuples adultes, capables d'un défi à tous les défaitismes.

